

Vous vous souvenez du programme de Macron et de ses concurrents en 2017 ?

écrit par Jean Lafitte | 10 janvier 2019

EMPLOI	Payer les salaires tous les 15 jours. Relever les seuils sociaux de 50% pour les entreprises. Augmenter de 10% les salaires nets , - 30% sur les charges salariales.	Maintenir les 35 heures. Réserver l'allongement du temps de travail aux négociations de branches. Taxer l'embauche des salariés étrangers . Défisicaliser les heures supplémentaires et maintenir leur majoration.	Augmenter la prime d'activité de 50%. Encadrer les dommages et intérêts accordés aux prud'hommes pour licenciement. Les accords de branche et d'entreprise sont prioritaires sur la loi.	Favoriser les entreprises qui engagent la réduction du temps de travail. Durée légale du travail à 35h. Revaloriser le Smic . Prohiber les rémunérations sans lien avec les résultats pour les dirigeants de grandes entreprises.	Instaurer un contrôle des travailleurs sur les entreprises. Répartir le travail entre tous. Pas un salaire à moins de 1.800 € net par mois.
RETRAITE	Départ à 62 ans. Instaurer un système par points pour les nouveaux cotisants et un organisme unique pour tous. Indexer les retraites à minima sur l'inflation.	Fixer l'âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations pour une retraite pleine. Elargir l'assiette du financement aux revenus du capital pour financer l'ensemble des prestations.	Départ à 62 ans. Fusion de tous les régimes. Construire un régime universel indépendant du statut. Chaque euro cotisé donnera le même droit à pension pour tous. Réorienter 15 à 20 milliards vers l'économie réelle.	Maintien du départ à 62 ans. Revenir à l'indexation des pensions sur les prévisions d'inflation . Augmentation du minimum vieillesse. Inclure le temps consacré aux engagements associatifs.	Age légal de départ à 60 ans. Réduire la durée de cotisation à 37,5 annuités. Augmenter les pensions de 300 € . Instaurer un montant minimum sur le modèle du smic.
EUROPE	Remplacer l'Union européenne par une Communauté des États européens, disposant d'une monnaie commune mais non unique.	Négocier sortie de l'euro et rétablir des frontières nationales, et en cas d'échec, référendum sur l'appartenance à l'UE. Sortie de l'euro par le rétablissement d'une monnaie nationale.	Créer 5.000 postes de policiers aux frontières européennes. Créer un budget, un poste de ministre des finances, un parlement et un président de la zone euro . Lancer la convergence fiscale, sociale et énergétique de la zone euro.	Négocier un «traité social européen». Suspendre le Ceta. Faire converger les taux d'IS, taux plafond de TVA. Lancer un plan d'investissement européen de 1.000 milliards d'€. Doter la zone euro d'une assemblée.	Ne pas sortir de l'Union européenne. Aller vers des États-Unis socialistes d'Europe.
SANTÉ	Supprimer l'aide médicale d'État. Améliorer le remboursement des soins dentaires. Consultation à 35 € . Augmenter le numerus clausus de médecins.	Supprimer la tarification à l'activité pour les hôpitaux publics. Développer les maisons de santé. Relever le numerus clausus des médecins. Augmenter les effectifs de la fonction publique hospitalière.	Prendre en charge à 100% d'ici 2022 l'optique, les prothèses dentaires et auditives. Réintégrer dans la liste des ALD l'hypertension artérielle sévère. Vendre les médicaments à l'unité.	Affecter une part des 8 milliards d'euros d'aides publiques actuelles (ANI, avantage Madelin) au financement de la Sécurité sociale, après que la mise en place du Revenu universel aura mis fin aux inégalités d'accès aux soins.	Assurer une médecine gratuite pour tous.
EMPLOI	Payer les salaires tous les 15 jours. Relever les seuils sociaux de 50% pour les entreprises. Augmenter de 10% les salaires nets , - 30% sur les charges salariales.	Maintenir les 35 heures. Réserver l'allongement du temps de travail aux négociations de branches. Taxer l'embauche des salariés étrangers . Défisicaliser les heures supplémentaires et maintenir leur majoration.	Augmenter la prime d'activité de 50%. Encadrer les dommages et intérêts accordés aux prud'hommes pour licenciement. Les accords de branche et d'entreprise sont prioritaires sur la loi.	Favoriser les entreprises qui engagent la réduction du temps de travail. Durée légale du travail à 35h. Revaloriser le Smic . Prohiber les rémunérations sans lien avec les résultats pour les dirigeants de grandes entreprises.	Instaurer un contrôle des travailleurs sur les entreprises. Répartir le travail entre tous. Pas un salaire à moins de 1.800 € net par mois.
RETRAITE	Départ à 62 ans. Instaurer un système par points pour les nouveaux cotisants et un organisme unique pour tous. Indexer les retraites à minima sur l'inflation.	Fixer l'âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations pour une retraite pleine. Elargir l'assiette du financement aux revenus du capital pour financer l'ensemble des prestations.	Départ à 62 ans. Fusion de tous les régimes. Construire un régime universel indépendant du statut. Chaque euro cotisé donnera le même droit à pension pour tous. Réorienter 15 à 20 milliards vers l'économie réelle.	Maintien du départ à 62 ans. Revenir à l'indexation des pensions sur les prévisions d'inflation . Augmentation du minimum vieillesse. Inclure le temps consacré aux engagements associatifs.	Age légal de départ à 60 ans. Réduire la durée de cotisation à 37,5 annuités. Augmenter les pensions de 300 € . Instaurer un montant minimum sur le modèle du smic.
EUROPE	Remplacer l'Union européenne par une Communauté des États européens, disposant d'une monnaie commune mais non unique.	Négocier sortie de l'euro et rétablir des frontières nationales, et en cas d'échec, référendum sur l'appartenance à l'UE. Sortie de l'euro par le rétablissement d'une monnaie nationale.	Créer 5.000 postes de policiers aux frontières européennes. Créer un budget, un poste de ministre des finances, un parlement et un président de la zone euro . Lancer la convergence fiscale, sociale et énergétique de la zone euro.	Négocier un «traité social européen». Suspendre le Ceta. Faire converger les taux d'IS, taux plafond de TVA. Lancer un plan d'investissement européen de 1.000 milliards d'€. Doter la zone euro d'une assemblée.	Ne pas sortir de l'Union européenne. Aller vers des États-Unis socialistes d'Europe.
SANTÉ	Supprimer l'aide médicale d'État. Améliorer le remboursement des soins dentaires. Consultation à 35 € . Augmenter le numerus clausus de médecins.	Supprimer la tarification à l'activité pour les hôpitaux publics. Développer les maisons de santé. Relever le numerus clausus des médecins. Augmenter les effectifs de la fonction publique hospitalière.	Prendre en charge à 100% d'ici 2022 l'optique, les prothèses dentaires et auditives. Réintégrer dans la liste des ALD l'hypertension artérielle sévère. Vendre les médicaments à l'unité.	Affecter une part des 8 milliards d'euros d'aides publiques actuelles (ANI, avantage Madelin) au financement de la Sécurité sociale, après que la mise en place du Revenu universel aura mis fin aux inégalités d'accès aux soins.	Assurer une médecine gratuite pour tous.

SANTÉ	Supprimer l'aide médicale d'État. Améliorer le remboursement des soins dentaires. Consultation à 35 €. Augmenter le numerus clausus de médecins.	Supprimer la tarification à l'activité pour les hôpitaux publics. Développer les maisons de santé. Relever le numerus clausus des médecins. Augmenter les effectifs de la fonction publique hospitalière.	Prendre en charge à 100% d'ici 2022 l'optique, les prothèses dentaires et auditives. Réintégrer dans la liste des ALD l'hypertension artérielle sévère. Vendre les médicaments à l'unité.	Affecter une part des 8 milliards d'euros d'aides publiques actuelles (ANI, avantage Madelin) au financement de la Sécurité sociale, après que la mise en place du Revenu universel aura mis fin aux inégalités d'accès aux soins.	Assurer une médecine gratuite pour tous.
EDUCATION	Port de l'uniforme possible. Augmentation du traitement (2.000 € mensuels en début de carrière). Abandon des rythmes scolaires.	Suppression du collège unique. Renforcement des apprentissages fondamentaux (français, histoire, calcul). Instaurer le port d'un uniforme à l'école. Revenir sur la réforme des rythmes scolaires.	Autonomie des établissements. Limiter à 12 élèves par enseignant la taille des 12.000 classes de CP et de CE1 (prime annuelle de 3.000 € nets.) Doublement du nombre de classes en dernière année de maternelle.	Primaire: 20.000 postes créés. Pas plus de 25 élèves par classe en CP, CE1, CE2. Au total, 40.000 postes seront créés. Remettre l'enseignement supérieur au cœur de l'ascension sociale.	Consacrer l'argent public à l'éducation au lieu de le distribuer, à perte, au grand patronat.
FISCALITE	Instaurer un plancher de 2% pour le Livret A. Déduire de l'ISF ou de l'IR la moitié des sommes investies par les particuliers dans certaines entreprises.	Intégrer la taxe d'habitation à l'impôt sur le revenu. Baisser de 10% l'impôt sur le revenu sur les trois premières tranches. Fusionner taxe foncière et ISF dans un impôt progressif unique sur le patrimoine.	Augmenter de 1,7 point la CSG. Rétablir les exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires. Exonérer de la taxe d'habitation 80% des ménages. Réduire l'ISF. Prélever 30% sur les revenus du capital.	Instaurer une TVA différenciée pour les produits vertueux. Fusionner l'impôt sur le revenu avec la CSG. Créer un impôt sur le patrimoine intégrant la taxe foncière et l'ISF.	Supprimer la TVA.
DEMOCRATIE	Interdire le cumul des rémunérations pour les élus. Consulter en ligne les citoyens sur les textes de loi avant leur examen au Parlement.	Instaurer la proportionnelle à toutes les élections, ainsi que le référendum d'initiative populaire. Réfléchir à la possibilité du cumul des mandats pour les sénateurs. Renoncer au non-cumul des mandats.	Autoriser au maximum trois mandats consécutifs. Mise en place de dispositifs pour aider à la reconversion des élus en fin de mandat. Mieux évaluer le travail parlementaire. Réduire le Parlement d'un tiers.	Limiter les fonctions électives à trois mandats consécutifs. Donner le pouvoir aux citoyens de voter une partie du budget de l'État (5 milliards d'€). Consulter les citoyens sur les textes de loi avant leur examen au Parlement.	Créer un «État des travailleurs» basé sur la démocratie directe. Instaurer la révocabilité des élus à tout moment par les électeurs.
IMMIGRATION	Voter chaque année un quota d'immigration. Supprimer l'aide médicale d'État. Durcir les conditions d'obtention de la nationalité française.	Supprimer l'automatisme du regroupement familial. Ouvrir un «débat national» sur l'immigration et l'accès à la nationalité française. Réduire l'immigration légale à un solde annuel de 10.000. Supprimer l'aide médicale d'État.	Pas de droit de vote aux étrangers. Proposer à chaque arrivant en situation régulière une formation au français. Réduire les délais d'obtention des «visas talents». Apprendre le français doit être le critère principal.	Créer un visa humanitaire. Intégrer l'AME (aide médicale d'État) à la protection universelle maladie. Créer un visa pour identifier le «potentiel de dangerosité» d'une personne arrivant en Europe.	Migrants : pour la liberté d'installation et de circulation Régulariser tous les sans papiers.
SÉCURITÉ	Créer 40.000 places de prison. Recruter 10.000 policiers et gendarmes sur la durée du quinquennat. Améliorer les pouvoirs judiciaires des policiers municipaux.	Rétablir les peines planchers. Créer 40.000 places supplémentaires de prison en 5 ans. Recruter 15.000 policiers et gendarmes. Rétablir des services de renseignement de terrain. Rattacher la pénitentiaire à l'Intérieur.	Construire 15.000 places de prison supplémentaires sur le quinquennat. Recruter 10.000 policiers et gendarmes supplémentaires en 5 ans, sur la base de 7.500 policiers et 2.500 gendarmes affectés en premier lieu dans les zones prioritaires.	Pas de nouvelles places de prison. Gendarmerie, police: remplacer tous les départs en retraite et créer 5.000 postes supplémentaires. Renforcer le renseignement grâce à un coordonnateur national.	Pas de proposition.

Cliquer sur les captures d'écran pour agrandir.

En faisant des rangements, je suis tombé sur les programmes des candidats (voir ci-dessus) à l'élection présidentielle de 2017 tels que les avaient publiés les deux quotidiens de Pau du vendredi 21 avril, *La République des Pyrénées* et *L'Éclair*. La couleur rouge est des journaux

Le programme de Macron en avril 2017 ? Combien de ceux qui ont voté pour ce monsieur avaient lu son programme et celui de ses concurrents ? Si les Gilets jaunes examinent a posteriori le programme de Marine Le Pen, ils verront que nombre de leurs demandes étaient dans son programme à elle. Il y a comme une erreur de casting...

EMPLOI – Augmenter la prime d'activité de 50%. Encadrer les dommages et intérêts accordés aux prud'hommes pour licenciement. Les accords de branche et d'entreprise sont prioritaires sur la loi.

Note de C.TASIN : la prime d'activité augmentée de 50% ? Ah mais c'est donc cela la prime soi-disant de 100 euros accordée aux smicards... Macron n'a rien inventé, rien ajouté, juste précipité le calendrier prévu... En mentant qui plus est, puisque la prime d'activité dépend aussi de la famille...

RETRAITE – Départ à 62 ans. Fusion de tous les régimes. Construire un régime universel indépendant du statut. Chaque euro cotisé donnera le même droit à pension pour tous. **Réorienter 15 à 20 milliards vers l'économie réelle.**

Note de C.TASIN : le progrès selon Saint-Macron, au lieu d'aligner tous les régimes vers le plus favorable, on aligne sur la partie la plus basse, ce qui va interdire à l'immense majorité de nos concitoyens de partir en retraite à 62 ans, faut de points et donc de revenus suffisants. Avec Macron, la retraite, misérable, à 70 ans, c'est maintenant.

L'économie réelle ? Foutage de gueule, les milliards partent en fumée entre salaires mirobolants contre sinécures alloués aux copains de Macron, immigration, islamisation et soi-disant lutte contre le terrorisme.

EUROPE – Créer 5.000 postes de policiers aux frontières européennes. Créer un budget, un poste de ministre des finances, un parlement et un président de la zone euro. Lancer la convergence fiscale, sociale et énergétique de la zone euro.

Note de C.TASIN : nous y voilà, faire disparaître même les pouvoirs régaliens de la France au profit de Bruxelles. Quant à la convergence sociale, cela signifie que les Français devront s'aligner sur la Hongrie et la Pologne... N'oubliez pas, alignement sur le plus bas...

SANTÉ – Prendre en charge à 100% d'ici 2022 l'optique, les prothèses dentaires et auditives. Réintégrer dans la liste des ALD l'hypertension artérielle sévère. Vendre les médicaments à l'unité.

Note de C.TASIN : on va attendre de juger sur pièce. A quelles conditions la prise en charge ? Si vous prenez le matériel le plus bas de gamme, inesthétique et, qui plus est, de mauvaise qualité qui vous amène à retourner sans cesse chez le spécialiste ? Que vient faire dans un programme présidentiel la présence d'une pathologie ? Sinon avoir préparé un beau cadeau à faire aux copains du labo qui va en bénéficier ?

ÉDUCATION – Autonomie des établissements. Limiter à 12 élèves par enseignant la taille des 12.000 classes de CP et de CE1 (prime annuelle de 3.000 € nets.) Doublement du nombre de classes en dernière année de maternelle.

Note de C.TASIN : il n'avait pas dit que seules les zones prioritaires car islamisées bénéficieraient des dédoublements et créations, l'enflure. Pendant ce temps, des écoles de campagne sont supprimées chaque jour. La préférence étrangère n'était pas notée dans son programme et pourtant...

FISCALITÉ – Augmenter de 1,7 point la CSG. Rétablir les exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires. Exonérer de la taxe d'habitation 80% des ménages. Réduire l'ISF. Prélever 30% sur les revenus du capital.

Note de C.TASIN : les Français découvrent seulement les conséquences de ces mesures iniques, notamment les retraités. Les GJ voudraient bien que l'ISF soit rétablie, d'ailleurs...

DÉMOCRATIE – Autoriser au maximum trois mandats consécutifs. Mise en place de dispositifs pour aider à la reconversion des élus en fin de mandat. Mieux évaluer le travail parlementaire. Réduire le Parlement d'un tiers.

Note de C.TASIN : limiter à 3 mandats ceux d'un Macron ? Un

est déjà de trop, limiter à 3 mandats ceux d'un Maire excellentissime par principe, quelle connerie ! La reconversion des élus ? Ils sont tous placés à des postes stratégiques, les entreprises se battent pour les avoir et ils vont dépenser du temps et de l'argent pour les aider à avoir ce qui tombe tout seul ! L'exemple de Jouanno est très clair.

IMMIGRATION – Pas de droit de vote aux étrangers. Proposer à chaque arrivant en situation régulière une formation au français. Réduire les délais d'obtention des « visas talents ». Apprendre le français doit être le critère principal.

Note de C.TASIN : pas besoin de droit de vote, Macron régularise à tour de bras les étrangers ! Des milliers d'étrangers naturalisés chaque mois. 4200 en 12 jours en novembre, par exemple.

<http://resistancerepublicaine.com/2018/11/18/autre-riposte-de-macron-encore-1200-maghrebins-ou-africains-naturalises-aujourd'hui-3500-en-12-jours/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/11/18/autre-riposte-de-macron-encore-1200-maghrebins-ou-africains-naturalises-aujourd'hui-3500-en-12-jours/>

Apprendre le français ? Le grimpeur fou malien a été naturalisé, on lui a offert un métier... sans se préoccuper le moins du monde de savoir s'il maîtrisait le français.

SÉCURITÉ – Construire 15.000 places de prison supplémentaires sur le quinquennat. Recruter 10.000 policiers et gendarmes supplémentaires en 5 ans, sur la base de 7.500 policiers et 2.500 gendarmes affectés en premier lieu dans les zones prioritaires.

Note de C.TASIN : il ne s'agit plus de 15000 mais de 7000

places supplémentaires et encore... la politique est de faire sortir tout de suite les délinquants, sauf s'ils sont français d'origine patriotes ou gilets jaunes. Pour eux, pas de risque de radicalisation, n'est-ce-pas, alors on les garde au chaud... Il faut réduire à quia toute l'opposition à Macron, en utilisant tous les moyens possibles.